

En Italie, les limites du rebond économique

Titre(s): En Italie, les limites du rebond économique [[périodique]]

Ensemble : Alternatives économiques 462

Editeur, producteur : 01/09/25

Description matérielle : pp.70-73

ISSN : 0247-3739

Note sur la description matérielle : 4

Résumé ou extrait : Le produit intérieur brut (PIB) par habitant de l'Italie en parité de pouvoir d'achat devrait rejoindre celui de la France en 2025, selon Il Sole 24 Ore. Au premier semestre 2024, la performance commerciale italienne a été remarquée, bien que la balance commerciale soit redevenue négative après deux années positives, d'après l'Istat. Les États-Unis, deuxième marché d'exportation de l'Italie après l'Allemagne, ont imposé depuis le 7 août 2024 des droits de douane de 15 % sur les importations européennes, affectant des secteurs clés comme les chantiers navals, l'agroalimentaire (notamment le vin), la pharmacie et la construction de moteurs. Plus de 90 % des entreprises italiennes sont des PME, qui n'ont pas la capacité d'absorber ces nouveaux coûts. Le ministère de l'Économie estime que cette hausse des tarifs pourrait coûter jusqu'à 0,3 point de PIB à l'Italie. Giorgia Meloni a promis jusqu'à 25 milliards d'euros d'aides aux exportateurs, mais les industriels demandent surtout des négociations avec Bruxelles et Washington. Le FMI prévoit une croissance du PIB italien de 0,5 % en 2025, supérieure à celle de l'Allemagne (0,1 %) mais inférieure à la moyenne de la zone euro (1 %). L'Italie a réussi à diviser par deux son déficit public en un an, passant de -7,2 % du PIB en 2023 à -3,4 % en 2024, principalement grâce au retrait progressif du " superbonus " (prise en charge de 110 % du coût des travaux de rénovation énergétique), à la fin des mesures de soutien post-Covid et à de meilleures recettes fiscales. Cependant, la dette publique devrait repartir à la hausse et atteindre 137 % du PIB en 2025, après trois années de baisse. L'Italie affiche une balance commerciale positive depuis une douzaine d'années, sauf en 2022, grâce à son industrie manufacturière, la deuxième d'Europe, qui représentait 14,6 % du PIB en 2024 contre 9,6 % en France. L'économie italienne est très diversifiée (pharmacie, mécanique, agroalimentaire, mode, meubles), ce qui la rend flexible et résiliente. Son tissu dense de PME compétitives lui permet de gagner des parts de marché à l'international, mais ce modèle n'est pas nouveau. Le " superbonus ", introduit en mai 2020, a coûté 178 milliards d'euros entre 2020 et 2023. Il a été progressivement réduit, et les fonds européens du plan de relance post-Covid ont pris le relais à partir de 2023. L'Italie doit recevoir 194 milliards d'euros de l'UE (11 % du PIB), dont elle a déjà perçu 122 milliards, mais n'en avait dépensé que 66 milliards en février 2025. Le tourisme a aussi fortement rebondi, faisant de l'Italie le quatrième pays le plus visité au monde en 2023. Le marché du travail est dynamique, avec une croissance de l'emploi et un taux de chômage historiquement bas à 6,5 % en 2024. Malgré ces succès, la croissance post-Covid a surtout été dopée par le superbonus, dont l'effet multiplicateur est jugé faible et l'impact écologique et sur la productivité limité. Le PIB réel par habitant a stagné entre 2004 (31 850 euros) et 2024 (32 810 euros). Les salaires réels ont diminué de 8 % entre 2008

et 2024, alors qu'ils ont augmenté d'environ 5 % en France sur la même période. L'Italie a été particulièrement touchée par la crise inflationniste liée à la hausse des prix de l'énergie à partir de 2022, en raison de sa dépendance au gaz naturel liquéfié (GNL). Le ralentissement de l'économie allemande, premier partenaire commercial de l'Italie, a aussi eu un impact négatif. La production industrielle italienne est en baisse continue depuis la guerre en Ukraine, et n'a pas retrouvé son niveau pré-Covid, contrairement à la France et à l'Espagne. Le tissu de PME, bien que compétitif, limite la capacité à faire des économies d'échelle et à investir dans les nouvelles technologies, la connectivité et la recherche avancée. Les défis structurels persistent : baisse de la productivité, inégalités régionales entre le Nord et le Sud, et crise démographique. En 2024, le solde naturel est négatif avec 370 000 naissances contre 650 000 décès. L'immigration ne compense plus ce déficit, tandis que l'émigration, notamment des jeunes du Sud, augmente. Giorgia Meloni a su établir de bonnes relations avec la Commission européenne et les dirigeants européens, malgré des réformes controversées en justice et immigration. Elle est restée près de trois ans au pouvoir, une longévité rare en Italie, ce qui rassure les marchés financiers : l'écart de taux entre les obligations italiennes et françaises, qui dépassait 145 points de base en octobre 2023, s'est résorbé. Meloni a fusionné les deux premières tranches d'imposition et réduit les cotisations sociales sur les bas salaires, finançant ces mesures par une contribution des banques et assurances de 2 milliards d'euros par an. Elle a aussi supprimé le revenu de citoyenneté, précipitant de nombreux Italiens dans la pauvreté absolue. Le budget italien reste très encadré, avec une marge de manoeuvre limitée à 20-30 milliards d'euros pour de nouvelles mesures hors période de crise. Le plan Industria 4.0 lancé en 2016, qui a boosté la productivité et les exportations, est considéré comme la politique la plus efficace de la dernière décennie, alors que Meloni n'a pas lancé d'initiative comparable. L'Italie est souvent citée en exemple en France pour sa réduction du déficit public et la relance de son industrie, mais la croissance espagnole, à 3 % sous un gouvernement de gauche, attire aussi l'attention en Europe.

Sujet - Nom géographique : Conditions économiques -- Italie